

# HAÏTI

Yvonne CHENOUF

Il n'est pas loin le temps où le Français moyen, inopinément interrogé dans la rue, confondait Haïti et Tahiti, les faisant toutes deux même fleur sertie de l'écume émeraude d'une mer généreuse, quand ce n'était pas terre suave au paradis étoilé des îles lascives, allant même jusqu'à envier les hommes agiles et les femmes lianes, libres et rieurs dans la naïveté première de la vie. À trop croire surprendre les flots, l'oreille collée aux coquillages, on jurerait entendre de longs soupirs d'aise alors que ce ne sont que des plaintes. Car le rêve s'est brisé, révélant la brutale réalité d'un peuple ivre de douleur, noyé sous la misère, asphyxié de dictature.

Février 1986 : "déchoukage" de Duvalier et jaillissement d'un espoir aux concrétisations turbulentes. La démocratisation cherche la lumière et sélectionne, dans l'urgence, les actions de première nécessité. Parmi elles, la lutte contre un analphabétisme géant qui atteint 85% de la population. C'est à ce sujet que nous avons rencontré Max BOURJOLLY, directeur du centre de formation et d'État populaire, pour imaginer un projet de formation de formateurs capable d'aider rapidement la population à maîtriser l'écrit utile à ses besoins. Projet qui aurait pu prendre effet à l'automne 1987 si la situation politique ne l'avait relégué au dernier rang des préoccupations. Car aujourd'hui, le peuple haïtien doit faire taire son immense besoin de savoir et reprendre les armes pour manger et ne pas mourir, pour tenir et ne pas abandonner l'espoir de voir, tous les prochains jours, le soleil renvoyer au monde étonné l'éclat d'une terre démocrate à jamais sortie d'une nuit criminelle.

## L'ÎLE AUX DIFFICILES ALLIANCES

Quelques mois après le lancement d'une grande opération "**Des livres pour Haïti**" qui devait ramener un million d'ouvrages dans l'île, comment envisage-t-on de lutter rapidement contre l'analphabétisme? Nous avons demandé à Gérard BLONCOURT, un des présidents du Comité des livres pour Haïti, ce que serait pour lui une opération lecture réussie. Né dans l'île, il en a été expulsé à 20 ans et, condamné à mort, n'a pu envisager une nouvelle vie en Haïti que quarante ans après. Sa volonté d'y établir définitivement et avec le plus grand nombre d'Haïtiens possible la démocratie, seule forme de vie possible, lui fait envisager les plus larges alliances. Aujourd'hui, le parti communiste auquel il appartient n'a pas les moyens, seul, d'aider la population à redresser la situation sociale et économique ; la base essentielle pour une action commune porte le nom de patriotisme et Gérard BLONCOURT sait bien que son billet de retour a le prix d'une victoire obtenue "*à mains nues*" par des foules ayant fait "*la peau au désespoir*" en mettant fin à "*la sanglante et guignolesque dictature-à-vie héréditaire*" aux "*tontons macoutes, sinistres sicaires de l'abominable régime*".

Gérard BLONCOURT ne peut, ne veut rien oublier et c'est la conscience tendue entre le souvenir et l'espoir qu'il évoque la réalité de son pays. Brutale, injuste, paralysante, elle surgit dans notre vie qu'on jugeait déjà bien difficile. Et la honte s'installe qui voudrait faire taire cette montée d'émotions quand on résiste à donner à l'homme ce qu'il demande : l'aide à la mise en place, dans son pays, de l'organisation scolaire qui a si bien réussi l'alphabétisation du nôtre. Il prend nos critiques pour des moues d'enfants gâtés que seules les civilisations nanties peuvent engendrer et nous demande de faire l'effort de comprendre que si "vivre c'est lire" est un bon slogan ici, il ne signifie rien pour un peuple qui vise d'abord la survie.

## HAÏTI ÎLE DE RÊVE POUR ANALPHABÉTISME DE RÊVE

"Une collectivité ne secrète que le nombre de lecteurs dont elle a besoin. C'est seulement en se transformant qu'elle ouvre les conditions pour de nouveaux partages. Une action pour la lecture commence donc par une évolution du jeu social afin de responsabiliser les gens dans leur travail, leurs loisirs, leur vie sociale. Un groupe qui vit est un groupe qui lit et non l'inverse", écrivions-nous dans une des sept propositions parues dans le numéro 8 des Actes de Lecture. Qu'on ne s'étonne alors pas du taux d'analphabètes dans cette île où la mort est plus vivante que la vie. Gérard BLONCOURT dénonce : "60 000 morts et disparus dans les géôles sinistres telles celles de Fort-Dimanche, 500 000 victimes de la faim et de la soif, de la maladie sans compter tous ceux qu'on ne pourra jamais comptabiliser, ceux des boat-people qui ont sombré dans le Canal du Vent, à portée de Cuba, ou ceux dont les corps ont échoué sur les plages paradisiaques de Miami." Sur quelle vie s'appuyer quand 50% des enfants mis au monde n'atteignent pas 4 ans, quand l'espérance de vie moyenne avoisine les 40 ans, quand 60% de la population survit avec 700 F l'an par tête ? Pas sur celle qui se nourrit de la mort des autres, s'indigne Gérard BLONCOURT : "Haïti, dont les grandes familles riches consomment en moyenne 50 000 litres d'eau par mois en ne payant l'abonnement mensuel que 25 F, ce qui représente 5/100 de centime le litre, alors que dans les immenses bidonvilles qui ceignent la capitale, l'eau est apportée par camion citerne et est revendue 10 centimes le litre, c'est-à-dire deux cents fois plus cher." Aucune anomalie dans cette situation où la misère des uns s'équilibre parfaitement avec les privilèges des autres. Gérard BLONCOURT ne peut pas ne pas évoquer les Duvallier dont : "l'insolente fortune est estimée à 850 millions de dollars déposés dans ses coffres en Suisse. Sans parler de ses châteaux et de tous ses biens camouflés à l'étranger et notamment en France. En dépensant 5 000 nouveaux francs, je dis bien un demi-million de centimes par jour, il lui faudrait 2 192 ans pour dépenser cette fortune. Sans faire d'ironie il aurait fallu qu'il ait commencé bien avant la naissance du Christ."

Le pays le plus pauvre du continent américain, un des cinq pays les plus pauvres du monde, n'a pas l'intention de le rester. Il sait qu'il doit d'abord prendre le pouvoir et, là-bas, ce combat pour la vie ne se paie pas de mots, il se gagnera au prix de trop nombreuses morts.

## DES LIVRES POUR HAÏTI

Par où commencer quand tout presse ? Au cours d'une réunion du Comité directeur de France Amérique latine, Max BOURJOLY patriote et résistant, face à la question "Que faire pour Haïti ?" répondit : "Donnons-lui des livres !"

Réponse qui parut surréaliste à certains quand on sait que 85 % de la population est incapable d'utiliser ces livres. "Vous savez, commente Gérard BLONCOURT, le peuple haïtien associe le savoir au pouvoir. Jusqu'à aujourd'hui seuls les gens riches savaient lire et la soif de connaissances, qui est immense, est associée à l'idée de justice. D'autre part, si nous avons besoin de médicaments, de pain et d'outils, nous avons besoin aussi de lumière."

Lancée en octobre 1986 à la Mutualité à Paris en présence de nombreuses personnalités, relayée à Bordeaux, Nancy, Toulouse, au Mans, la campagne a immédiatement eu des résultats très encourageants : le SNES s'est engagé à collecter 500 000 livres, Gallimard a offert 84 000 livres, Nathan 6 000, puis 42 000, le journal Ouest-France s'est montré particulièrement actif.

Aujourd'hui, de nombreux containers sont arrivés dans l'île, la population s'organise pour stocker, classer, attribuer les milliers d'ouvrages. Le Comité Livres pour Haïti s'est doté d'un bureau très

large, composé de personnalités de convictions religieuses et politiques différentes, ceci pour marquer sa volonté de pluralisme démocratique. Cependant, les tracasseries administratives existent : elles exigent des droits de douanes, ne libèrent pas de locaux...

Le gouvernement haïtien sait bien que la présence de ces livres dans l'île affirme une volonté de lutte. Il reste vigilant, comme on peut le supposer.

## QUELS LIVRES POUR HAÏTI ?

L'accueil de ces livres est enthousiaste et Gérard BLONCOURT évoque : *"La chaîne humaine émouvante qui s'organise pour transporter les livres. Parmi les volontaires, une grande majorité ne sait ni lire ni écrire. Toutes les opinions politiques et religieuses toutes les couches sociales s'unissent dans un élan du plus bel exemple de patriotisme et de civisme."* Quand on s'interroge sur le contenu de ces livres, le militant politique clame sa bonne foi : *"Ce n'est pas une opération communiste. Les premiers ouvrages déballés prouvent la diversité de ceux qui les ont collectés : auteurs marxistes, bibles, livres religieux, livres d'art, scolaires, romans de toutes sortes... Il s'agit d'une contribution au peuple haïtien. Plus précisément, du peuple français au peuple haïtien."*

Quand on lui précise qu'on s'inquiétait moins des valeurs politiques que des valeurs typiquement françaises massivement offertes à un peuple qui tente de se libérer, il répond : *"Oui, bien sûr, vos livres évoquent des paysages, des conditions climatiques, des coutumes qui ne sont pas les nôtres. Pour l'instant, notre peuple a besoin de connaissances : tout ce qu'il apprendra l'enrichira."* C'est peut-être moins la neige sur nos montagnes qu'on redoute que nos contenus de classe.

Militante contre militant, il oppose à mes convictions généreuses l'engagement réaliste : *"Il n'y a rien à Haïti, pas d'enfants scolarisés, pas de structures. C'est d'abord ça qu'il nous faut créer : des écoles avec des enseignants et des élèves dedans. Après, on avisera."*

Après ? Si c'était trop tard ? Il me suspecte. Je sens qu'il ne me prend guère au sérieux. *"N'oubliez pas que toutes nos connaissances proviennent de la lecture de ces livres. Nous les avons lus, nous, ces livres."* Bien sûr, mais je fais confiance au militant politique et à ses grilles de lecture. Il a dû bien l'utiliser notre patrimoine ! Il me rassure : *"Bien sûr, il faut développer l'esprit d'analyse, la lecture critique. Nous y veillerons."*

Sans méfiance par rapport à notre école obligatoire et à sa fonction reproductrice. Il a l'air de le croire. Alors, quand il me parle de sa confiance pour ce peuple splendide, ce peuple brave qui n'a pas arrêté de se battre, qui reste conscient et déterminé face à la répression qui s'accroît, je ne peux pas m'empêcher de penser que ce peuple-là n'a jamais mis les pieds dans des écoles telles que les nôtres. Mais je ne le lui dis pas. Il va retourner là-bas tandis que j'écrirai cet article. Il y risquera sa vie quand je ne risquerai que des propositions.

La culpabilité me rend muette tandis qu'il évoque son exil, sa reconnaissance pour ceux qui ont souffert dans leur chair quand il ne souffrait que dans l'esprit, protégé de la misère et de l'oppression par ses activités de photographe et de grand reporter, son retour si plein de sens pour lui, même s'il n'a jamais abandonné le combat politique. Ceux qui reviennent après une longue séparation aiment le faire les bras chargés de cadeaux, surtout s'ils imaginent que ceux qu'ils vont retrouver en ont été privés. Ils préfèrent offrir des solutions, faisant l'impasse sur les contradictions. C'est pourtant à partir du travail de ces dernières que pourrait naître une véritable transformation de la situation.

Le lendemain de cet entretien, j'envoyais à Gérard BLONCOURT le livre de Jean Foucambert **L'école de Jules Ferry par ceux qui la transforment**. Une preuve de notre solidarité.

Yvonne CHENOUF

# LE PROJET

## DESCRIPTIF

La Société haïtienne est désormais confrontée à un énorme effort de reconstruction de son économie et de son tissu social. Pour y parvenir, une élévation massive du niveau général des forces productives doit avoir lieu dans les toutes prochaines années. L'analyse selon laquelle c'est par l'école - et par l'école seulement - que passent les solutions à ce problème est fortement réductrice.

Certes - et le ministère de l'Éducation nationale s'y emploie - le pays a besoin d'un réseau dense d'écoles. Pour autant, ce réseau d'écoles, s'il était seul à être investi de la responsabilité d'assurer le nécessaire développement des habitants du pays, ne pourrait, au mieux, atteindre ses objectifs qu'à la seconde génération. Plus grave, l'expérience des pays industrialisés montre que si la généralisation de l'école permet de vaincre l'analphabétisme - en une ou deux générations -, elle ne suffit pas à empêcher la montée de l'illettrisme de fait immédiatement après. Qu'on l'appelle analphabétisme fonctionnel ou illettrisme de retour, ce phénomène invite à s'intéresser en même temps à la formation des enfants et à celle des adultes.

Une première opération, "*Des livres pour Haïti*" a eu pour effet d'enrichir le patrimoine du pays en le dotant de livres nombreux et variés. Encore faut-il doubler l'effort par un soutien réel et efficace à la lecture et d'abord à son apprentissage.

C'est l'objectif que s'assigne le présent projet.

L'opération "*une formation à la lecture pour les Haïtiens*" se présente donc comme le prolongement naturel de l'opération évoquée plus haut. Elle vise à implanter, en plusieurs étapes, des centres de formation répartis dans le pays, à implanter et à doter ces centres en matériels et personnels nécessaires.

Chacun de ces centres, appelé "*centre culturel d'éducation populaires*", véritable maison de la formation, sera créé dans un chef-lieu départemental. Au total, vingt-sept centres seront ouverts au terme des prochaines années (cinq au maximum).

Il s'agira d'organiser dans ces lieux une structure de formation ouverte à des adultes engagés dans des actions sociales professionnelles ou culturelles dont l'efficacité appelle l'utilisation de l'écrit.

Suivent les sept propositions pour le développement d'une politique de lecture parues dans le numéro 8 des Actes de Lecture.

Une démarche de formation fonctionnelle : apprendre en faisant

Une multitude d'actions devront être menées de front pour permettre aux travailleurs qui fréquenteront ces centres d'apprendre à lire, à écrire, à compter, à agir... en exerçant l'outil indispensable de la responsabilité individuelle et collective qui est la lecture.

Les actions ne peuvent être décrites sans qu'il soit répondu, au préalable, aux questions suivantes :

- a) Qu'est-ce que lire ?
- b) Quels sont les principes d'un entraînement bien conduit à la lecture ?
- c) Comment organiser la formation dans les "*centres culturels d'éducation populaire*" pour que les travailleurs apprennent en faisant ?

Nous ferons grâce à nos lecteurs du développement des deux premiers points, voici pour le troisième.

## COMMENT ORGANISER LA FORMATION DANS LES CENTRES ?

Chaque "centre culturel d'éducation populaire" devra disposer d'un ensemble de ressources documentaires afin que cohabitent des écrits divers, en réponse aux besoins éprouvés par chacun des utilisateurs dans sa vie quotidienne : écrits de fiction (pour s'évader), écrits documentaires (en réponse aux questions qu'on se pose sur la pêche, l'alimentation, la santé...), écrits sociaux (la presse et la vie démocratique, les prospectus, bref la vie courante...).

Si le premier apport est celui de la dotation effectuée dans le cadre de l'opération "*Des livres pour Haïti*", il importe de procéder à l'affectation d'un crédit annuel de fonctionnement suffisant pour pourvoir à l'extension du fonds et, surtout, pour permettre une gestion en commun (formateur et utilisateurs) des crédits. C'est à cette condition (gérer ensemble un vrai crédit) qu'on pourra parler de fonctionnalité.

En effet ce cadre est de nature à générer des activités autour de l'écrit social qui donnent à chaque stagiaire des raisons de prendre l'information écrite là où elle est donnée, bref de lire.

Tout groupe qui vit sur ce mode (qu'il s'agisse d'une section syndicale, d'un mouvement sportif et culturel, d'une association engagée dans des actions complètes ou d'un stage de formation) génère l'écrit collectif et individuel nécessaire à ces pratiques, que ce soit le compte rendu de séances, les notes d'information, les grilles d'activité, les bilans, les synthèses, les contributions des uns, les réactions des autres, les études ou les notes personnelles prises lors des discussions, etc..

Tout groupe composé de lecteurs voit ainsi se multiplier de tels écrits.

Faut-il s'interdire, dès lors qu'on travaillerait avec des analphabètes, de les considérer autrement que comme des destinataires et des utilisateurs d'écrits ? Toute notre stratégie de formation repose sur l'idée que non. En effet, l'écrit fonctionnerait réellement pour que se développent les projets liés à la vie du groupe et aux besoins des individus qui le composent.

Outre la réunion des écrits dont on a besoin pour agir, le centre sera le lieu où s'organiseront des animations autour de l'écrit, en direction également de la population.

Citons trois exemples d'animations (plusieurs dizaines pourraient raient l'être) en direction de l'environnement :

- Réunir les documents disponibles comportant des textes et des schémas simples sur la question de l'eau potable de manière à informer le plus simplement et le plus complètement possible la population du quartier.
- Théoriser en trois ou quatre panneaux des pratiques de pêcheurs performants.
- Diffuser une campagne sur la construction et l'utilisation de fours solaires.

L'essentiel du temps de la formation devra être consacré à la mise en œuvre de projets d'action au cours desquels les apprentissages visés seront effectués. C'est parce qu'on aura à gérer effectivement le budget du centre qu'on apprendra des rudiments de comptabilité, c'est parce qu'on aura à effectuer des choix qui pèseront sur la vie du groupe qu'on poursuivra les apprentissages sociaux (délibérations, prises de décision) et c'est à l'occasion des uns et des autres qu'on utilisera donc l'écrit de manière véritablement fonctionnelle.

## MISE EN PLACE DE L'OPÉRATION

On l'a vu, chaque centre sera à la fois :

- centre de ressources : offrir des livres et des écrits variés ;
- lieu de formation : dispenser des aides à l'apprentissage ;
- lieu de rencontre : constituer l'un des pôles du réseau de communication à créer.

Tout "centre culturel d'éducation populaire" comportera un local équipé, sera doté d'une équipe de formateurs qui utiliseront les démarches déjà décrites et pourront s'appuyer sur un recours à diverses techniques pour les systématisations.

- Le local : on devrait pouvoir disposer de plusieurs salles : bureau, salle de réunion, salle de documentation...
- L'équipe de formateurs : elle sera constituée, dans chaque centre, autour d'un formateur à temps complet qui sera aidé dans sa tâche par des intervenants extérieurs dont les uns pourraient être rémunérés à la vacation, et les autres rémunérés par leurs entreprises dans le cadre de leurs activités professionnelles.

Trois caractéristiques devront être réunies :

- le formateur permanent sera recruté en raison de son engagement antérieur dans des activités de même nature que celles qu'on souhaite le voir conduire (liaison étroite avec la pratique professionnelle) ;
- les divers formateurs seront réunis pour des actions de formation périodiques sous la responsabilité de conseillers pédagogiques ;
- les formateurs auront à travailler avec l'ensemble de leur environnement social.

- Les aides techniques :

Le recours à l'informatique trouve ses bases théoriques :

- dans l'analyse de l'acte lexique ("Qu'est-ce que lire ?"),
- dans les conceptions actuelles de l'apprentissage ("Les principes d'un entraînement").

Ajoutons qu'un tel recours n'a rien d'un gadget : il ne s'agit ni de sacrifier à une mode ni de doter les pauvres d'un produit de luxe. Il s'agit d'utiliser des didacticiels d'entraînement à la lecture (ELMO 0, ELMO 1, ELMO 2) qui ont fait leurs preuves :

- comme moyens irremplaçables d'entraînement avec des publics français comparables à ceux auxquels on les destine en Haïti (notamment les publics immigrés, les stages d'alphabétisation de jeunes sans aucune qualification),
- d'un point de vue économique : le coût moyen pour un stagiaire excède de peu celui qu'occasionnerait l'achat d'un matériel papier (des cahiers, un livre).

## LE SUIVI DE L'OPÉRATION

Le projet s'inscrit dans le champ de l'innovation sociale. C'est pourquoi il est de la plus haute importance de nouer les alliances nécessaires pour que chaque centre ait le sentiment d'appartenir à un réseau qui regroupe tous les acteurs tant en Haïti qu'en France et d'entrer en relation avec son environnement : écoles, autorités locales, monde du travail, etc.

- Le réseau en Haïti : Une équipe sera constituée autour d'un chef de projet qui pourrait être M. Max BOURJOLLY, du Comité "Des livres pour Haïti", ainsi serait marquée la filiation du deuxième projet par rapport au premier.

Cette équipe aura à :

- établir des contacts avec les autorités locales pour conduire avec elles les premières discussions quant à l'ouverture des centres,
- assurer le recrutement des formateurs permanents (un par centre),
- coordonner le travail des divers centres entre eux (par l'organisation de réunions régulières...),
- préparer le stage annuel animé par les conseillers pédagogiques de l'AFL.

• Le réseau en France :

Il sera coordonné par l'Association Française pour la Lecture qui :

- fournira une aide à la formation,
- assurera la conduite d'études diverses (publication de documents, par exemple),
- mènera des recherches,
- organisera l'évaluation de l'opération.

L'AFL aura notamment à :

- a) Rédiger une brochure qui fixera, en les développant, les articulations du présent projet.
- b) Envoyer chaque année une mission de quatre conseillers pédagogiques, pour une durée de trois semaines, conseillers pédagogiques qui auront pour tâche d'animer des stages de formation destinés à suivre l'opération.
- c) Mettre en place un système d'échange par vidéo-cassette de manière à obtenir de part et d'autre la production des informations nécessaires à chacune des deux parties pour que le réseau fonctionne bien.

Prévu pour durer jusqu'en 1990, le soutien de l'AFL ne fera pas défaut au-delà de cette date.

L'Association est habituée à soutenir activement les relations qu'elle établit avec des groupes vivant à l'étranger (tel est le cas des relations qui se poursuivent avec des groupes canadiens, belges, suisses, espagnols...).

Dans le cas présent, l'ambition est de constituer les acteurs haïtiens en autant de forces pour que l'opération dure au-delà des quatre années d'existence du projet avec le soutien de l'AFL.